

FERNAND PASSELECQ

Y a-t-il une nation Belge ?

BRUXELLES ET PARIS

Librairie Nationale d'Art et d'Histoire

G. VAN OEST et C^{ie}, Editeurs

1917

Extrait de la *Bibliothèque Universelle et Revue suisse*.

Novembre 1916.

320.9403
P36y

Y a-t-il une nation Belge ?

La propagande allemande a eu l'audace de poser la question : « Y a-t-il une nation belge ? » et elle n'a pas eu de peine à recruter des professeurs allemands pour y répondre que *non*.

« L'Etat belge, disent-ils, n'est qu'une création artificielle de la diplomatie européenne ; celle-ci a réuni sous la même étiquette politique en 1831-1839 deux groupes de race et de langue différentes : les Wallons, qui sont des *Romans* ou *Welsches*, et les Flamands, qui sont des *Germaines*. Ces deux groupes n'ont jamais fusionné entre eux. Ils se disputaient avant la guerre pour des questions de langue. Le français régnait en despote en Belgique. Le flamand était opprimé. A présent les Flamands ont redressé la tête. Les Allemands sont venus les délivrer du joug de l'Etat belge. L'Allemagne, comme l'a dit le chancelier von Bethmann-Hollweg au Reichstag, le 5 avril 1916, sera la protectrice des Flamands dans la nouvelle Belgique, placée sous la tutelle de l'empire allemand. »

En prétendant cela, la presse et les professeurs allemands violentent les faits et l'Histoire de la même manière que l'armée allemande a violenté le Droit, et dans le même dessein : pour servir l'intérêt de la politique allemande.

p 408.14

Il y a, certes, en Belgique un mouvement flamand et des aspirations linguistiques et culturelles flamandes. Mais il est faux que les Flamands manquent de patriotisme belge et fassent passer dans l'ordre de leurs affections les intérêts de la langue et de la culture flamandes avant ceux de la patrie belge.

En politique, comme en affaires, ce qui compte ce sont les faits ; les sentiments des hommes se jugent à leurs actes, comme les arbres à leurs fruits. Voici donc des faits et des actes.

Quand l'Allemagne a attaqué la Belgique, toutes les querelles de partis, de classes et de langues se sont instantanément apaisées. *Tous* les Belges, Flamands et Wallons, se sont levés comme un seul homme et se sont serrés autour de leur roi, sous les plis du drapeau national.

La population belge compte six dixièmes environ de Flamands et quatre dixièmes environ de Wallons : toutefois la connaissance du français est plus répandue que celle du flamand. La même proportion se retrouvait à l'armée au début de la guerre. Il y eut, dans les deux parties du pays, un nombre proportionnellement égal d'engagés volontaires.

En campagne et au front, on n'a jamais constaté de différence entre les soldats belges flamands et wallons quant au courage et à la valeur militaire. Les uns et les autres rivalisent entre eux de bravoure et d'endurance. Devant l'ennemi, Flamands et Wallons sont impossibles à distinguer : il n'y a que des Belges.

Actuellement, par suite de l'occupation de la Belgique (dont il ne reste de libres qu'environ 700 km²

d'une province flamande sur 29.451 km² de superficie totale) ; par suite aussi de ce qu'un plus grand nombre de Flamands ont été surpris en France par la déclaration de guerre ; enfin, par suite de l'appel des ouvriers techniques, en majorité wallons, aux ateliers de matériel militaire, la proportion des Flamands au front de combat de l'armée belge atteint 80 0/0. Cependant les Allemands ne peuvent pas dire que la résistance à ce front ait faibli.

Il en est de même en Belgique occupée : le patriotisme est égal partout ; la résistance morale aux mesures vexatoires de l'administration allemande est identique en Flandre et en Wallonie ; partout les ouvriers se sont fait emprisonner plutôt que de prêter leurs bras aux Allemands pour des travaux d'intérêt militaire. L'admirable héroïsme des ouvriers de l'arsenal de Luttre (province wallonne du Hainaut) s'est répété, par exemple, dans les fabriques de Roulers (Flandre occidentale) et à l'arsenal de Malines (province flamande d'Anvers). Nulle part on n'a pu vaincre l'obstination patriotique des ouvriers, même par l'amende, la prison, la déportation et la famine.

La résolution de « tenir jusqu'au bout » et la certitude de la victoire finale sont identiques aussi dans toutes les régions du pays. En juillet 1916, le conseil général du « Parti ouvrier belge » a fait parvenir au ministre Vandervelde un ordre du jour qu'il venait de voter à Bruxelles, disant :

« La classe ouvrière belge est décidée à passer par toutes les misères et à supporter toutes les souffrances

pour ne pas subir une paix allemande qui ne saurait être durable et définitive. Les Alliés ne doivent pas s'imaginer qu'ils doivent se hâter pour nous. Nous ne demandons pas la paix et les manifestations des socialistes des pays neutres échappent à notre compétence. Nous disons à ceux qui s'occupent de nous de ne pas se laisser influencer par l'idée que nous désirons la paix.

» Nous prenons cette dernière décision pour prévenir l'effet désastreux que cet argument pourrait avoir. »

Même attitude résolue dans toutes les classes sociales, chez les autorités des villes et villages, chez les magistrats, les fonctionnaires, les prêtres, les commerçants, les industriels de *l'ensemble du pays*.

Après deux ans de guerre et malgré l'exil du gouvernement qui prive le peuple de ses guides naturels, la résolution et l'endurance du peuple belge sont donc encore aussi fortes et unanimes qu'au 4 août 1914.

La Belgique flamande, la Belgique wallonne veulent également rester *la Belgique*. Flamands et Wallons veulent continuer à vivre ensemble dans l'indépendance et la liberté, et pour attester cette résolution patriotique commune ils continuent à sacrifier leur fortune, leur gagne-pain, leur liberté et leur vie.

Il faut croire à des témoins qui rendent ainsi à leur foi le témoignage de la souffrance volontaire et du sang répandu.

Il faut y croire d'autant plus que les Belges ont toujours eu la même attitude en pareille circonstance.

Chaque fois que, au cours de son histoire, la Belgique a été menacée dans son existence, les habitants des provinces flamandes et des provinces wallonnes

se sont toujours trouvés unis pour lutter ensemble contre la tyrannie étrangère, qu'elle vînt du nord, de l'est ou du sud.

Ils furent unis en 1830 pour chasser les Hollandais ; unis en 1789 contre les Autrichiens ; unis au seizième siècle contre les Espagnols ; à cette dernière époque, seules les prétentions des Hollandais et les dissensions religieuses les rejetèrent du côté de l'Espagne.

Le fait que les Belges ne sont pas une nation homogène quant à la langue n'a donc pas empêché la conscience et les vertus nationales de se former en Belgique et d'y atteindre un haut degré d'exaltation. Leur formation politique présente sous ce rapport une grande analogie avec celle des Suisses qui, malgré leurs différences de races et de langues, ont su faire et tenir le serment de vivre ensemble.

Les Allemands ne parviennent pas à comprendre ce phénomène parce qu'ils se font de l'Etat une représentation étroite et dogmatique. Ils ne conçoivent l'Etat que sur le modèle de la Prusse où, depuis Bismarck, l'on a divinisé le pouvoir et où l'on regarde tout particularisme comme une hérésie contre la religion de l'uniformité nationale.

Le caractère naturellement subalterne et docile des Prussiens ne s'accommode, en matière d'Etat, que de l'unité et de la discipline politiques. Le caractère belge, plus indépendant, s'accommode très bien de l'usage de la liberté et résiste par sa vertu intérieure à l'influence dissociante de la disparité linguistique.

Après les faits du présent, veut-on là-dessus ceux de l'histoire ?

Quand les Allemands prétendent que l'Etat belge est une création arbitraire de la diplomatie, ils montrent qu'ils ne connaissent rien ou ne veulent rien connaître du passé de la Belgique. Sinon ils constateraient, au contraire, que c'est un Etat qui s'est réellement *formé lui-même* (*self made state*).

L'Etat belge est, historiquement parlant, le résultat d'un effort spontané, continu et persévérant, poursuivi plusieurs siècles durant par les Belges à travers les plus graves épreuves et en dépit d'une multitude d'obstacles extérieurs, vers l'idéal de l'indépendance politique.

La première idée de la constitution d'un Etat belge remonte au quinzième siècle, à l'époque des ducs de Bourgogne. Ces princes, Français d'origine, mais devenus tout à fait Belges d'esprit et de politique, rêvèrent de reconstituer à leur profit, depuis Dijon jusqu'à la mer du Nord, l'ancienne Lotharingie, en une monarchie qui serait assez forte pour faire tampon entre la France et d'Allemagne. Ce plan audacieux fut bien près de réussir. Mais au moment où il allait, semblait-il, se réaliser, le duc Charles-le-Téméraire alla se faire battre par les Suisses à Grandson et à Morat, puis tuer sous les murs de Nancy (5 janvier 1477).

L'évolution politique des provinces belges subit alors une longue période d'attardement. Après Charles-Quint, les Pays-Bas (Hollande et Belgique) tombèrent dans l'hérédité de la maison d'Espagne. Les guerres

de religion amenèrent la sécession des provinces du nord qui se constituèrent en république (Hollande actuelle) et arrivèrent ainsi les premières à l'indépendance. Les provinces méridionales, voulant rester catholiques, retombèrent sous la domination de l'Espagne, puis sous celle de l'Autriche. Cette période d'effacement dura deux siècles, pendant lesquels la politique hollandaise empêcha ces provinces de continuer leur marche vers l'autonomie en vue de les utiliser comme barrière protectrice contre les ambitions de la France. Mais, en 1789, l'instinct d'indépendance s'y réveilla et provoqua la révolution brabançonne, dont les résultats, malheureusement, furent éphémères ; le pays retomba en 1790 sous la domination autrichienne, pour passer ensuite sous la domination française (1794-1814) et être, après cela, réuni durant quinze ans à la Hollande. Ce n'est qu'en 1830, après une nouvelle et sanglante révolution, que les provinces méridionales des Pays-Bas parvinrent à se libérer définitivement et à conquérir l'indépendance. Il ne pouvait donc être question alors pour l'Europe de *créer* la Belgique. La fondation du nouvel Etat de Belgique était déjà accomplie lorsque l'Europe intervint. Elle était l'*œuvre personnelle des Belges*. L'Europe n'eut qu'à la *reconnaître* ; elle le fit en neutralisant le jeune royaume sous la garantie de cinq puissances (traités de 1831-1839).

La Prusse était du nombre de ces puissances. Elle aussi reconnut pour son compte propre la Belgique et la garantit comme Etat indépendant et *perpétuellement* neutre.

Admettons que le mot doive être pris dans le sens et avec la portée de l'acceptation diplomatique. Au moins cette *perpétuité* est-elle le signe que la Prusse considérait alors le nouvel Etat comme viable. Sa conduite officielle envers la Belgique de 1839 à 1912 ne démentit pas cette conviction. C'est seulement depuis la guerre et l'occupation de la Belgique que l'Allemagne a imaginé, dans un but intéressé, la thèse du caractère factice de l'Etat belge. Encore ne fait-elle là que répéter mécaniquement contre la Belgique — est-ce machiavélisme ou méprise ? — les arguments que les Belges avaient fait valoir eux-mêmes en 1830 contre l'œuvre hybride du congrès de Vienne, c'est-à-dire contre l'association de la Belgique et de la Hollande dans le royaume des Pays-Bas.

Ce rapide coup d'œil sur le passé de la Belgique montre qu'en réalité la révolution de 1830 ne fit que *parachever* la tâche commencée au quinzième siècle par la politique bourguignonne et lentement mûrie au cours des trois siècles suivants.

Ce qui est plus remarquable encore, c'est que cette évolution continue du peuple belge vers l'indépendance politique se poursuit durant ce long laps de temps de quatre siècles, *sans jamais être contrariée par la différence des langues, comme aussi sans la faire disparaître.*

L'historien belge H. Pirenne, arrêté et déporté en Allemagne le 18 mars 1916 avec son collègue P. Frédéricq pour leur patriotique résistance à la flamandisation allemande de l'université de Gand, a très bien

montré dans sa grande *Histoire de Belgique*, encore inachevée et très appréciée en Allemagne avant la guerre¹, comment la nationalité belge s'est constituée en dépit de cet obstacle apparent de la disparité linguistique. On peut résumer son enseignement sur ce point en disant avec lui qu'en Belgique, à la différence de ce qui s'est produit en France, la formation de la Nation a précédé et préparé celle de l'Etat.

La présence en Belgique de deux groupes distincts par la langue (Flamands et Wallons) se remarque historiquement dès la période franque (VI^e-IX^e siècles). Mais chose curieuse, dit Pirenne, les divisions administratives du pays ne coïncidèrent jamais avec sa frontière linguistique intérieure. Tandis que toutes les démarcations politiques se firent toujours dans le sens nord-sud, la frontière linguistique est orientée de l'est à l'ouest. Elle ne s'est jamais déplacée et, actuellement encore, elle court au centre du pays, coupant les provinces de Liège, Brabant et Hainaut. Dès le moyen âge les deux langues se retrouvent usitées de part et d'autre de cette frontière. En Flandre, les commerçants et magistrats flamands connaissent et utilisent aussi le français ; à Liège, les vieilles archives administratives contiennent maintes pièces écrites en flamand. Jamais, du reste, il n'y eut de querelle linguistique dans la Belgique du moyen âge. Jamais le sang n'y coula pour des rivalités de race.

C'est d'ailleurs, probablement, par erreur qu'on croit à une différence absolue de race entre Flamands et

1) Elle a même paru en allemand à Leipzig avant de paraître en français en Belgique.

Wallons : les uns et les autres paraissent être également un mélange, à proportion variable, de descendants de Celto-Gallo-Romains et de Germains de diverses invasions. Les Flamands sont peut-être issus en plus grand nombre de la souche des Francs Saliens ou Ripuaires qui échappa en partie à l'influence romaine, tandis que les Wallons proviennent certainement d'une population mélangée de plus de Celtes et en tout cas plus profondément romanisée. Ces différences trouvent leur expression principale dans les langues des deux groupes, le flamand étant une langue germanique (l'une des formes du bas-allemand), tandis que les Wallons parlent des patois d'origine romane et se servent du français comme langue littéraire et de société.

Mais tout le reste des éléments de la vie sociale fut toujours commun entre les deux groupes de Belges. Ainsi le droit et les coutumes des uns et des autres, dès après la conquête franque, sont identiques et de caractère presque uniformément germanique. De même la religion fut, dès l'origine, commune.

A côté de cette double influence unificatrice du droit et de la religion, il faut placer celle qui résulta de l'identité des intérêts politiques et de l'unité de la vie économique. Les franchises communales furent conquises de la même manière et en même temps (XII^e-XIV^e siècles) par les villes flamandes et les villes wallonnes. La prospérité industrielle et commerciale des uns et des autres s'éleva et décrut presque simultanément, par les mêmes causes naturelles ou à la suite des mêmes événements historiques.

Toutes ces influences, on le voit, exercèrent une action convergente. Par suite, il était presque fatal que les institutions administratives créées pour encadrer la vie sociale qui en était le produit devinssent rapidement semblables des deux côtés de la frontière linguistique. C'est bien ce qui advint.

Le caractère actuel le plus saillant du droit politique interne de la Belgique est l'ampleur des libertés locales et l'énergie de l'esprit particulariste. Le Belge aime aussi passionnément ses franchises administratives que la liberté individuelle. Dans aucune constitution monarchique du monde, sauf peut-être en Angleterre, l'autonomie communale et provinciale n'est plus forte et plus vivante qu'en Belgique. Le Belge est, sans doute, le citoyen de sa nation ; mais il est tout autant le citoyen d'une communauté urbaine ou villageoise qui, dans ses affaires locales, se gouverne presque totalement elle-même. Cela est vrai en Wallonie et vrai, de même, en Flandre. On comprend que cette identité des institutions administratives séculaires a dû façonner aux Belges un esprit public uniforme qui est la base réelle immédiate de leur nationalité.

Si l'on voulait rechercher la source de cet esprit particulariste, il faudrait remonter à la plus lointaine histoire des provinces belgiques. Nulle part peut-être la conscience de la liberté ne s'éveilla plus tôt en Europe. Dès l'époque de l'évêque de Liège Notger (X^e siècle), on relève ce dicton chez les chroniqueurs : « A Liège, povre homme en sa maison est roi. » Les villes belges furent en Occident l'un des foyers les

plus actifs de franchises communales et l'un des plus fermes boulevards de la liberté individuelle contre l'esprit de la féodalité. La passion du Belge pour l'autonomie a réellement quelque chose de farouche et d'indomptable. Aucun dominateur étranger n'en a jamais pu venir à bout. Wallons de la vallée de la Meuse, Flamands des bords de l'Escaut, les Belges furent toujours, au dire de leurs princes, même nationaux, des « têtes dures ». Ce mot du Téméraire à propos des Gantois, l'implacable duc eût pu tout autant l'appliquer aux Wallons de la « Cité ardente », de cette Liège qu'il dut détruire de fond en comble pour avoir momentanément raison de son opposition.

A ces luttes incessantes contre l'oppression et pour leurs franchises, les Belges avivèrent encore leur goût naturel et l'habitude prise de s'administrer soi-même. D'autre part, venue très tôt en possession d'une individualité artistique complète et puissante, qui ne contribua pas peu à la formation de leur individualité sociale, leur communauté ne tarda pas à rayonner, et même à s'imposer au dehors. Aussi, en dépit de longues sujétions internationales, les Belges n'ont-ils jamais supporté de bon gré l'idée d'être à autrui, ni abdiqué la volonté d'être un jour exclusivement à eux-mêmes.

Aujourd'hui, la même passion de l'indépendance individuelle et nationale, qui a persisté à travers les siècles, se retrouve, dans toute sa vivacité traditionnelle, également chez les Belges des deux groupes linguistiques. Il est toujours strictement vrai de dire que

tout le monde en Belgique a « la tête terriblement dure », que les Belges sont « les têtes les plus dures de l'Europe ». Aussi, quand les Allemands nourrissent à l'endroit de la Belgique des projets d'annexion, faut-il croire qu'ils ne se rendent pas compte de ce qu'il leur en coûterait. Ce qu'ils mettraient peut-être trois ou quatre générations à faire en Alsace-Lorraine, ils ne se tireraient pas de le réaliser en Belgique par l'effort de deux siècles. « Nous pourrions être écrasés, mais soumis, jamais ! » a dit très justement le baron de Broqueville, le 4 août 1914, en annonçant aux Chambres belges l'agression allemande.

L'administration allemande en Belgique occupée en fait à présent la rude expérience, malgré le système de terrorisation que les armées allemandes ont pratiqué au cours de l'invasion en août-septembre 1914. Le gouverneur général allemand von Bissing a dû avouer certain jour sa stupéfaction devant cette incroyable ténacité du caractère belge : « Le Belge est une énigme ! » a-t-il déclaré dans une interview avec un journaliste américain. En vérité, oui, une énigme d'irréductibilité. C'est pourquoi, dans l'intérêt même de la paix de l'Europe, il faut souhaiter que la Belgique ne soit jamais autre chose qu'indépendante. Car, en l'état d'annexion ou de tutelle, ce serait comme un tonneau de dynamite déposé au milieu d'un atelier de métallurgie : la Belgique ferait explosion, et l'Europe avec elle, probablement deux fois par siècle.

— Mais, dira-t-on, la question flamande était pourtant ouverte avant la guerre ?

— Sans doute ; mais l'erreur de l'Allemagne est de croire qu'il s'agit là d'un irrédentisme.

Est-ce sérieusement que les Allemands s'imaginent être les « libérateurs des Flamands » et croient-ils sincèrement que les Flamands n'attendaient que l'invasion de leurs troupes pour se réunir d'enthousiasme à la « grande famille germanique ?... » En ce cas, jamais plus lourde méprise ne fut commise par leurs hommes politiques.

La vérité est que les Flamands n'ont moralement ni politiquement rien de commun avec l'Allemagne pan-germaniste. Leur type moral s'éloigne surtout de celui des Allemands modernes, qui se confond avec le type prussien. Cette opposition de caractère et d'idées est tellement évidente pour qui a séjourné en Flandre et en Allemagne que nous ne voudrions pas perdre notre temps à le démontrer. Il n'y a, d'autre part, qu'à s'arrêter dans un musée et comparer les œuvres d'art flamandes et allemandes pour se rendre compte des différences entre les génies des deux groupes, en dépit de leurs affinités ethnographiques et linguistiques.

Intellectuellement et par la langue, les Flamands de l'élite se rapprochent plutôt des Hollandais, eux-mêmes très différents des Allemands. Il est vrai que les Wallons instruits, de leur côté, ont leurs inclinations intellectuelles aiguillées par la culture française. Mais ni les uns ni les autres n'associent rien de politique à ces sympathies de l'esprit.

La Belgique mêla toujours ainsi dans sa culture quelque chose de l'esprit germanique (qu'il ne faut pas

confondre avec l'esprit *teuton* ou *prussien*) et de l'esprit roman.

C'est essentiellement un « pays de marches » ou d'entre-deux, où deux grands courants de civilisation se rencontrent et s'amalgament depuis près de deux mille ans. C'est aussi une région d'échanges économiques et une terre d'expériences sociales. A tous ces titres, son existence indépendante est utile et même indispensable à la bonne santé de l'Occident européen. Sans elle la circulation sociale entre le Nord et le Sud serait interrompue ou rendue très difficile. Par elle, le contact des cultures s'établit et peut se maintenir sans conflit. H. Pirenne a dit avec finesse :

« Comme notre sol, formé des alluvions de fleuves venant de France et d'Allemagne, notre culture nationale est une sorte de syncrétisme où l'on retrouve mêlés l'un à l'autre et modifiés l'un par l'autre les génies des deux races. Sollicitée de toutes parts, elle a été largement accueillante. Elle est ouverte comme nos frontières et l'on retrouve chez elle, à ses belles époques, le riche et harmonieux assemblage des meilleurs éléments de la civilisation franco-allemande. C'est dans cette admirable réceptivité, dans cette rare aptitude d'assimilation que réside l'originalité de la Belgique ; c'est par quoi elle a rendu à l'Europe de signalés services et c'est à quoi elle doit d'avoir possédé, sans sacrifier l'individualité des deux races dont elle est faite, une vie nationale commune à chacune d'elles. »

Quand on a ces notions élémentaires présentes à l'esprit, on n'a pas de peine à découvrir la place exacte que le mouvement flamand tient dans la vie belge.

Ce n'est pas là un « mouvement politique », c'est seulement une « question sociale » analogue, par plu-

sieurs côtés, à d'autres questions de cette nature, par exemple la question scolaire, la question ouvrière, la question de l'alcoolisme, etc. Elle n'a absolument rien d'international ; c'est une affaire purement intérieure de la communauté belge. Concevoir le mouvement flamand comme un *irrédentisme* bas-allemand, ainsi que le fait la propagande allemande, est vraiment une chimère et presque une absurdité. Les leaders du mouvement flamand n'y ont jamais pensé. Ils sont *Belges avant tout* ; ils n'élèvent leurs revendications que dans les cadres politiques de l'Etat belge ; ils ne visent qu'à une chose : améliorer par les voies légales belges les conditions respectives d'usage de la langue flamande et de la langue française, de manière à assurer l'égalité *effective* des droits linguistiques entre Flamands et Wallons dans l'association politique belge que tous les Belges ensemble défendent contre l'étranger.

Notons d'ailleurs que la question flamande était déjà en voie de solution au moment où la guerre a éclaté. L'université de Louvain, en 1911-1912, avait dédoublé plusieurs de ses facultés en cours flamands et cours français. D'autre part, les députés flamands Van Cauwelaert, Franck et Huysmans ayant déposé en 1912 une proposition de loi flamandisant l'université de Gand, les sections de la Chambre des représentants avaient admis le principe d'une université flamande. Nous regardons comme certain que le gouvernement belge fera figurer cette question et l'ensemble de la question flamande au premier rang de celles qui composent le vaste problème de la restauration natio-

nale après la guerre. Cela est commandé à la fois par l'intérêt de la paix publique, par l'équité politique et par les exigences du relèvement moral et économique de la population belge si éprouvée par la guerre, et particulièrement de la population laborieuse des Flandres.

Les Allemands profitent à présent de ce qu'ils occupent la Belgique pour se poser en redresseurs des griefs des Flamands. Ils font la même chose en Pologne contre la Russie. C'est la tactique historique et classique de tous les occupants. *Divide et impera*, rappelait récemment à ses compatriotes M. Hans Delbrück. Mais pour que cela eût quelque chance de réussite, il faudrait au moins que la parole de l'Allemagne méritât confiance. Or l'Allemagne a commencé la guerre en déclarant « chiffon de papier » la garantie qu'elle avait donnée de respecter, en cas d'hostilités internationales, la neutralité belge proclamée en 1839 à son profit. Croit-on les Flamands assez oublieux pour en avoir déjà perdu la mémoire ?

D'un autre côté, c'est un fait connu de tous que l'Etat prussien moderne, tel que l'a créé Bismarck, est une meule à broyer les particularismes. Le traitement que subissent les Polonais de Posnanie, persécutés, boycottés, expropriés de leurs domaines et auxquels on refuse même le droit de prier publiquement en leur langue, le prouve. Les Danois du Sleswig, qui sont pourtant des Germains comme les Flamands, ne sont guère mieux traités ; ni, non plus, les Alsaciens. Si les événements militaires avaient tourné à l'avant-

tage de l'Allemagne et que la Belgique eût été annexée ou mise sous protectorat, les Flamands auraient été traités exactement de la même façon, en dépit de la parenté de la langue flamande avec l'allemand.

Les Flamands le savent bien. Les chefs de leur mouvement ont opposé cette vérité d'évidence en réponse aux offres de patronage du chancelier impérial dans son discours au Reichstag du 5 avril 1916. Ils savent aussi et le déclarent à qui veut l'entendre que leur langue et leur culture auront toujours beaucoup moins à redouter d'une concurrence avec la langue et la culture françaises, en raison des différences fondamentales qui les séparent, que du contact avec l'allemand et la culture allemande, tout juste à cause des tendances absorbantes du prussianisme. Les différences, en effet, ne font qu'exciter l'émulation ; la parenté des idiomes faciliterait l'absorption de la culture faible par la culture forte.

Enfin, et surtout, il y a la fierté patriotique qui leur fait rejeter comme odieuse et insultante la seule idée de recevoir quoi que ce soit de la main de l'ennemi de la patrie.

Quant aux quelques manifestations antibelges, prétendument flamandes, qui se produisent de temps en temps en Belgique occupée et dont les Allemands font tant état, il convient de ne pas s'en laisser impressionner. On ne doit pas oublier que la liberté d'association est supprimée en Belgique occupée. Pour toute réunion politique l'autorisation préalable des *Kommandaturen* allemandes est obligatoire. Celles qui se tien-

nent n'ont donc aucun caractère de liberté et peut-être même de spontanéité. Comme les Flamands patriotes, de leur côté, se gardent bien de demander pareilles autorisations qui, d'ailleurs, leur seraient refusées, et que la liberté de la presse n'existe plus, il se fait qu'actuellement les seuls Belges qui aient la parole en Belgique occupée, ce sont les quelques traîtres ou complices que les Allemands ont réussi à susciter.

Quelle conclusion tirer du mutisme apparent des Flamands indépendants et patriotes en présence de certains faits qui, en temps de liberté, provoqueraient leurs protestations ? Leur silence, assuré par le triple cadenas des amendes, de la prison et de la déportation, est un supplice stoïquement supporté et non une marque de défaillance.

L'Allemagne a trouvé, dit l'agence Wolff, des professeurs et des élèves pour *son* université de Gand flamandisée par décret du 31 décembre 1915 et qu'elle voulait à tout prix ouvrir le 1^{er} octobre 1916.

C'est possible. Avec de l'argent ou des places on peut toujours acheter quelques consciences ; l'ambition, l'énervement d'une longue guerre, enfin les menaces, la faim et le racolage dans les camps de prisonniers peuvent faire le reste. Encore faut-il dire que la presse allemande elle-même déclare qu'on ne doit pas s'attendre à un grand nombre d'étudiants.

L'agence Wolff a fait grand bruit aussi de ce qu'un certain nombre de diplômés de l'enseignement supérieur ou moyen ont signé, en août dernier, un mani-

feste en faveur du décret allemand de flamandisation de l'université.

Mais qu'est-ce que la défection d'une centaine d'individus à peine peut prouver contre le patriotisme de la masse de 4 1/2 millions de Flamands ?

Que pèse cette démonstration de gens presque tous dépourvus d'autorité dans le mouvement flamand en présence de l'abstention du corps professoral de l'université (sauf trois ou quatre exceptions), — en présence de l'abstention totale du clergé des Flandres si dévoué à la cause flamande, — en présence surtout de la vigoureuse protestation collective de trente-six illustrations du mouvement flamand adressée, en Belgique occupée, au général von Bissing au début de 1916 et qui s'exprimait ainsi :

« Comment l'histoire nous jugerait-elle, nous autres Flamands, si, à un moment où nos soldats luttent encore contre les vôtres dans les tranchées, nous devons accepter des mains du conquérant un avantage quelconque, même si cet avantage devait apparaître comme ne faisant que réparer des injustices passées ? Nous sommes d'une race qui, toujours dans le passé, a tenu à régler elle-même ses propres affaires sur son propre sol.

» Ainsi que l'un des nôtres l'a dit récemment dans une séance publique du Conseil communal d'Anvers, le seul point de vue auquel nous autres, Flamands et Flamingants, nous puissions nous placer, c'est celui de l'indépendance de la nation belge. »

Non, on peut être tranquille, ce ne sont pas les manœuvres de l'astuce allemande qui réussiront à diviser

les Belges, ni à entamer chez eux la volonté de vivre ensemble dans l'indépendance nationale.

Et si, malgré tant de preuves, il était encore quelque sceptique en pays neutre pour douter de la vie et de la viabilité de l'Etat belge, il lui resterait un moyen assez simple pour mettre fin à son incertitude : ce serait d'aller demander aux soldats allemands du front de l'Yser les résultats de leur expérience personnelle sur la façon dont Flamands et Wallons pratiquent, dans la tranchée d'en face, la vieille devise belge : « Union fait force. »

Nous acceptons d'avance cette sincère réponse allemande comme le verdict du destin sur l'avenir de la nation belge.

20 septembre 1916.



3 0112 061884703